

Le cri d'alarme de l'ancien haut-commissaire à l'énergie atomique

Thomas Mahler, Michel Revol, Géraldine Woessner

Yves Bréchet, haut-commissaire à l'énergie atomique de 2012 à 2018, a longtemps appliqué le principe de Jean-Pierre Chevènement : un serviteur de l'Etat, « *ça démissionne ou ça ferme sa gueule* ». Mais, aujourd'hui, le polytechnicien, membre de l'Académie des sciences et président du conseil scientifique de Framatome, a retrouvé sa liberté de parole. Dans un entretien tonitruant – « *qui n'engage que moi* » – l'ingénieur lance un cri d'alarme sur l'avenir du nucléaire en France et déplore les idées reçues qui prolifèrent sur cette filière, alimentées par l'idéologie comme par l'absence de culture scientifique dans les médias. Plus généralement, il alerte sur la fin de l'Etat stratège, capable d'avoir une vision sur long terme. La faute, dit-il, à des élites qui ne savent plus ce qu'est l'industrie et ne se soucient plus que de faire des coups de com. Pourtant, entre le réchauffement climatique et la guerre économique, il y a urgence...

Lire aussi [Nucléaire : l'État envisage de construire six nouveaux EPR](#)

Le Point : Nouveau dépassement de budget de 1,5 milliard d'euros pour l'EPR de Flamanville, arrêt du projet Astrid... Les mauvaises nouvelles s'accumulent pour le nucléaire en France. La filière est-elle en mauvaise passe ?

Yves Bréchet : En France, le nucléaire a des difficultés, c'est vrai. Mais connaissez-vous une filière industrielle qui n'en aurait pas quand son principal client, l'Etat, ne sait pas ou n'ose plus dire ce qu'il veut et que l'on s'évertue à rendre le nucléaire honteux ? Dans les médias, on parle ainsi de manière obsessionnelle des déboires du nucléaire, on tresse des lauriers à ses concurrents énergétiques et on accumule des contrevérités sur les déchets, sans jamais se soucier de vérifier ces informations. Je ne connais pas beaucoup de filières industrielles qui pourraient survivre à ça. Dès qu'un chat se coince la queue dans la porte d'une centrale, c'est un accident nucléaire ! Il ne s'agit pas de dire que tout va bien. Aujourd'hui, l'industrie a du mal à se remettre en marche après vingt ans (une génération !) sans avoir eu de grands projets. Ce n'est pas la même chose d'entretenir un parc nucléaire et d'en construire un nouveau. Dans les années 1970, l'industrie nucléaire construisait cinq centrales par an. Quand on parle aux vétérans, on se rend compte qu'à l'époque aussi les débuts étaient compliqués. Mais l'Etat savait ce qu'il voulait. On était alors capable de mobiliser des capacités industrielles de haute valeur pour une mission qui était claire et durable.

C'est ce qui explique pourquoi la Chine est capable de construire des EPR alors que nous accumulons les difficultés ?

Les deux EPR de Taishan, construits en partenariat avec la France, ont eu des surcoûts de 50 %, liés à l'augmentation du prix de la main-d'œuvre chinoise. Mais les surcoûts des EPR en Europe, comme à Flamanville, n'ont rien à voir avec cela, ils sont dus à une accumulation de bourdes. Dans le premier projet de Flamanville, il y

avait par exemple 17 largeurs de porte différentes. Vous imaginez ça chez Ikea ? Quand vous n'avez plus construit de chantier depuis vingt ans, il faut réapprendre. Ces déboires sont la conséquence de la perte de compétences industrielles. Le nucléaire n'est que la partie émergée de l'iceberg. Nous avons complètement détruit notre industrie depuis trente ans. Dans les ministères, ils ont ainsi oublié que fabriquer des choses ce n'est pas juste concevoir des applis pour votre iPhone. Mais la situation pour le nucléaire n'est pas désespérée si on en prend conscience ! Et, pour cela, il faut une ligne de conduite claire avec des réglementations qui ne changent pas tous les six mois au fil de la construction, ainsi qu'une vision sur plusieurs années.

Que pensez-vous de la lettre envoyée au président d'EDF par le gouvernement, qui évoque la construction de six EPR ?

Si c'est vrai, c'est une lueur d'espoir – et un courage politique. On ne peut avoir une industrie fiable et rentable que si elle a une perspective et qu'on standardise les nouvelles centrales. Mais j'attends de voir les actes suivre les discours, car j'ai l'habitude de voir des manœuvres de jésuite autour du nucléaire...

« La capacité de l'Etat à mener une vision à long terme se délite, alors qu'en même temps il bavarde de plus en plus. »

Sommes-nous passés d'un pays capable de grands projets industriels à une vision à court terme ?

Nous assistons à la lente dégradation de l'Etat stratège. La capacité de l'Etat à mener une vision à long terme se délite, alors qu'en même temps il bavarde de plus en plus. Bien sûr, l'Etat ne peut pas être stratège en tout. A titre personnel, cela ne me dérange pas que les avions fassent des vols privés. Mais l'énergie, comme la santé, ce n'est pas n'importe quoi. L'énergie nécessite de se projeter dans trente ans, car il n'y a pas de retour sur investissement immédiat. Nous sommes par exemple dans un pays où 90 % de l'électricité (nucléaire + hydraulique) dépend des turbines, et on vend ces turbines conçues par Alstom à une entreprise américaine, General Electric. En apprenant cela, l'ingénieur et le citoyen que je suis est tombé de sa chaise. On a longtemps reproché à l'Etat français de s'appuyer sur des élites techniques (Polytechnique) et administratives (l'Ena). Mais songez que, de 1947 à 1975, Louis Armand, père de la SNCF et d'Euratom, donnait un cours fabuleux sur les technologies de l'industrie française à l'Ena. Ces élites avaient au moins conscience des compétences qui leur manquaient ! Inutile de préciser que tout cela a disparu. Robert Dautray, qui a travaillé sur la bombe H, me confiait que, quand on sortait du corps des Mines, c'était un honneur d'aller d'abord dans les mines. On n'aurait pas confié des missions de conseil à ces élites avant qu'elles n'aient fait leurs armes sur des sujets concrets. Aujourd'hui, des jeunes gens frais émoulus donnent des conseils dans des domaines qu'ils ne connaissent pas, essentiellement pour remplir leur carnet d'adresses. Je le sais, car je suis un pur produit du système. La génération qui a construit le parc nucléaire français a aussi élaboré le TGV ou la filière aéronautique. Elle savait qu'il fallait reconstruire le pays et assurer sa souveraineté à la suite des chocs pétroliers, là où nos élites actuelles n'ont plus qu'à construire leur carrière.

Aucun membre du gouvernement ne trouve-t-il grâce à vos yeux ?

[Agnès Buzyn](#) est l'une des rares ministres compétentes et courageuses. Il faut la mettre sous cloche pour la préserver ! Sinon, si vous cherchez une réflexion un peu construite sur l'industrie chez les politiques, il faut aller voir Jean-Pierre

Chevènement. C'est quand même inquiétant que, dans un pays comme la France, ce soit un octogénaire qui ait la vision la plus claire sur l'énergie. Je précise que je ne suis pas politiquement proche de lui.

« Remplacer le nucléaire décarboné par les énergies renouvelables ne réduit en rien le dioxyde de carbone. »

Pourtant, avec le réchauffement climatique, il y a urgence...

L'urgence climatique n'autorise pas les effets de manches. Et nous sommes en plus dans une guerre économique qui a succédé à la guerre froide. Dans cette configuration, on a plus que jamais besoin d'un Etat stratège. La problématique est de décarboner notre énergie. Mais, aujourd'hui, on s'évertue à décarboner une électricité déjà décarbonée ! Remplacer le nucléaire décarboné par les énergies renouvelables ne réduit en rien le dioxyde de carbone. L'Allemagne avait 20 % de nucléaire, mais a décidé d'en sortir, rouvrant ainsi ses usines à charbon, sans parler des milliards par an que coûte cette transition énergétique. Vous pensez que la France peut se permettre d'investir 1 200 milliards d'euros dans un parc de production éolien, avec des turbines à gaz pour pallier les absences de vent quinze jours par an ? Tout ça sans aucune diminution des gaz à effet de serre ? C'est autant d'argent qui n'ira pas dans la rénovation du bâtiment et dans l'électrification des transports. Mais plutôt que de se demander : « Qu'est-ce qu'on peut faire d'efficace ? », on se demande : « Qu'est-ce qu'on peut annoncer ? » Les énergies renouvelables locales font sens. Mais les mettre sur le réseau électrique, c'est beaucoup plus compliqué. Il faut pour cela des investissements massifs dans la recherche sur le stockage. Au lieu de cela, on subventionne des panneaux photovoltaïques importés de Chine...

Les coûts de l'éolien ne sont-ils pas aujourd'hui moins élevés que ceux du nucléaire ?

L'EPR coûte cher et nécessite des délais. A supposer qu'il coûte 13 milliards – ce qui est bien trop cher –, il faut cependant avoir conscience qu'il va durer soixante ans. Il produira 600 millions de mégawattheures et rapportera près de 60 milliards d'euros. Non seulement nous sommes myopes en ne voyant plus le long terme, mais nous avons aussi des verres déformants. Le prix au pied de l'éolienne est certes légèrement moins élevé que celui du nucléaire, mais les éoliennes auront une durée de vie de deux à trois fois plus faible et fonctionnent un tiers du temps, ce qui multiplie le prix par cinq ou six. Et je ne vous parle pas des problèmes de stabilité du réseau.

Regrettez-vous l'abandon du projet Astrid, prototype de réacteur de quatrième génération ?

Le nucléaire est une énergie qui consomme une matière inutile, l'uranium, et qui, en plus, la consomme mal. Il crée ainsi des déchets à longue durée de vie dont le plus problématique est le plutonium (90 % des déchets à vie longue). L'uranium appauvri laisse 300 000 tonnes de déchets qui ne sont pas nocifs, mais inutiles. L'idée des réacteurs à neutrons rapides, dont Astrid devait être le démonstrateur, c'est de transformer le plutonium et l'uranium appauvri en combustible : on multiplie par 500 les réserves uranifères et on divise par 10 les déchets à longue durée de vie. C'est la technologie industrielle la plus mature pour fermer le cycle, c'est-à-dire aboutir à un recyclage complet des matières. Arrêter Astrid, c'est nous priver de la souveraineté en termes de ressources. Ce n'est pas un hasard si de grandes nations comme la Chine, mais aussi Bill Gates, financent d'importants travaux de recherche

sur ces réacteurs à neutrons rapides. En France, c'est un summum d'hypocrisie, car on nous dit que les études papier vont continuer et qu'un jour on saura faire, comme par magie. Mais les gens qui prennent ces décisions n'ont pas la moindre idée de ce qu'est une industrie ! Ce n'est pas le même métier que de faire des fusions-acquisitions dans une banque, si vous voyez ce que je veux dire...

Comment expliquez-vous les incompréhensions sur le nucléaire ? Selon un récent sondage BVA, [69 % des Français pensent que le nucléaire participe à la production de gaz à effet de serre.](#)

Le nucléaire rejette 200 fois moins de dioxyde de carbone que le charbon, soit 100 fois moins que le gaz et autant que l'éolien. Même le Giec a rappelé, dans son rapport de 2018, qu'on ne fera pas l'économie du nucléaire. Par ailleurs, on sait parfaitement démanteler des centrales en fin de vie : plus de 40 d'entre elles ont été rendues « au vert » dans le monde. Si on n'arrive pas à achever le démantèlement de celle de Brennilis, c'est pour des raisons d'obstruction juridique ! On sait aussi parfaitement gérer les déchets nucléaires par vitrification puis entreposage géologique profond en sous-sol argileux. Et pourtant, on nous répète des désinformations *ad nauseam*, selon le principe d'Herriot qui explique qu'un mensonge qui a longtemps servi devient une vérité. Ce qui est choquant, ce ne sont pas tant les contrevérités propagées par les associations antinucléaires et véhiculées par les médias que le fait que l'Etat s'en désintéresse. Après un tel sondage, le gouvernement aurait dû réagir pour rappeler que le nucléaire ne contribue pas au réchauffement climatique. Mais nos responsables préfèrent acheter la paix dans les dîners mondains plutôt que de remplir leur devoir d'information. Dans une démocratie, le vrai poison est le mensonge toléré et, dans le cas du nucléaire, c'est presque un mensonge instrumentalisé.

« Par kilowattheure produit, le nucléaire tue 1 700 fois moins que le charbon, 350 fois moins que le pétrole et 4 fois moins que le solaire ou l'éolien, si l'on compte les chutes lors de la pose et de l'entretien. »

Est-ce un problème d'éducation scientifique ? Les journalistes, comme les politiques, ne brillent pas forcément dans cette matière...

Un journaliste scientifique comme [Sylvestre Huet](#), qui est l'honneur de votre profession, n'est à ma connaissance pas un scientifique de formation. Ce n'est pas une question de formation, mais de temps passé à comprendre. Si la pratique de la science est un métier, la rationalité scientifique, elle, relève du bien commun. Je ne suis pas un adepte d'une scientocratie, c'est-à-dire de l'idée que les scientifiques prennent toutes les décisions. En revanche, il faut apprendre à distinguer ce que l'on sait de ce que l'on croit, ne pas confondre le fait d'être concerné et d'être compétent. Nous sommes dans une période où la science est omniprésente, mais où les obscurantistes ne se sont jamais fait autant entendre. Le nucléaire n'est que le révélateur d'un mal du siècle : la disqualification des experts. Il témoigne par ailleurs du mépris qu'on peut avoir pour les citoyens tout en faisant mine de les écouter. En Suède, ils ont ainsi organisé un vrai débat citoyen sur le sujet, et le responsable de la gestion des déchets n'a pas hésité à discuter avec la population très régulièrement, et toujours avec des groupes inférieurs à 20 personnes. Comme remède, il faut développer une éducation au raisonnement qui commence dès l'école primaire, reconnaître que la connaissance scientifique est un bien commun essentiel, prendre le temps de parler avec les citoyens, et pas uniquement avec ceux qui confisquent leur parole en s'autoproclamant « représentatifs et non gouvernementaux ».

Mais que répondez-vous à ceux qui disent que le nucléaire civil est dangereux ?

Par kilowattheure produit, le nucléaire tue 1 700 fois moins que le charbon, 350 fois moins que le pétrole et 4 fois moins que le solaire ou l'éolien, si l'on compte les chutes lors de la pose et de l'entretien. Une centrale n'explosera pas comme une bombe. Ce qui ne veut pas dire que ce n'est pas un secteur intrinsèquement dangereux. Chaque accident – Three Mile Island, Tchernobyl, Fukushima – a conduit au développement de nouvelles mesures de sûreté. J'aimerais qu'on puisse en dire autant de toutes les industries dangereuses. Le nucléaire est très contrôlé, avec en France une Autorité de sûreté nucléaire qui compte un millier de personnes, totalement indépendantes – vous pouvez demander à EDF. Mais je pense surtout que les citoyens devraient aller visiter les centrales, et que ce soit les gens qui y travaillent qui les accueillent et non pas des communicants. Nos concitoyens verraient des grands professionnels fournissant une électricité deux fois moins chère qu'en Allemagne avec une stabilité d'approvisionnement inégalée, alors même qu'on les traîne dans la boue. Et ils réaliseront qu'on a là un fleuron industriel, qui mérite d'être apprécié à sa juste valeur, loin des manœuvres électorales qui le prennent comme victime expiatoire.

Lire aussi [Le nucléaire pour les nuls](#)

Lire aussi [« Le nucléaire a sauvé 2 millions de personnes ! »](#)

Lire aussi [L'incroyable mythe du « nuage de Tchernobyl »](#)